# Gouvernement : la recherche du père

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1082

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1021869

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

GOUVERNEMENT

# La recherche du père

***La fascination des sauveurs providentiels, hommes ou femmes à poigne, est un rituel de la démocratie.***

(*jd*) Interviewée par une agence de presse à l'occasion de ses cent premiers jours au gouvernement fribourgeois, la conseillère d'Etat socialiste Ruth Lüthy a dit sa surprise de constater la faible marge d'autonomie d'un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. C'est une remarque qu'on est peu habitué à entendre, une appréciation peut-être plus facilement avouable par une femme, moins soucieuse que les représentants du sexe dit fort de son image de marque et du prestige censé auréoler les gens de pouvoir. C'est en tous cas un témoignage de poids, venant d'une ancienne députée à qui il est arrivé de s'en prendre au gouvernement cantonal tout entier pour son immobilisme ou son absence de volonté politique.

**Jeu de société**

C'est aussi un signe d'humilité et une incitation au réalisme bienvenus alors que se multiplient les appels à des exécutifs plus forts dirigés par des hommes de poids et de poigne, réponse classique mais simpliste aux situations difficiles. Certains en Suisse rêvent d'un régime parlementaire où un premier ministre pourrait s'appuyer sur une majorité stable et si possible à ses ordres. D'autres lancent des noms de papables pour le Conseil fédéral, de préférence jeunes et dynamiques, aux idées claires et au verbe brillant, dont on imagine qu'ils savent parler le langage que les Suisses veulent entendre. L'exercice est peut-être plaisant, considéré comme un jeu de société, mais il manque singulièrement de consistance pour être pris au sérieux. Comment donc ? Il suffirait de changer une tête ou deux au Conseil fédéral pour que le pays se porte mieux ? Certes le gouvernement actuel prête, sous certains aspects, le flanc à la critique. Mais ses hésitations, ses tergiversations, ses désaccords ne sont-ils pas en définitive le reflet des sentiments dominants de l'opinion publique, des difficultés des partis politiques à retrouver de nouvelles marques dans un environnement social et politique qui évolue et rend caducs les points de repères traditionnels ?

Précisément, dira-t-on, c'est une situation qui exige des hommes nouveaux aux objectifs clairement exprimés, qui montrent le chemin à suivre. Mais lorsque les sociétés se sont laissé séduire par des responsables providentiels, elles n'ont en général guère eu à s'en féliciter. Et la main de fer d'une Margaret Thatcher n'a pas fait connaître aux Britanniques les lendemains qui chantent.

**Travail de groupe**

En démocratie, les adaptations nécessaires ne peuvent résulter que d'un travail de la société tout entière, d'une adhésion du plus grand nombre et non du seul effort volontariste de quelques magistrats, aussi charismatiques soient-ils. Une collectivité ne se gère ni selon les formules à l'emporte-pièce du management à la mode ni à coup d'idées aussi carrées que réductrices — voyez le slogan passe-partout de la déréglementation — ni à force de séduction à la sauce télévisuelle.

On peut certes souhaiter des exécutifs plus dynamiques, plus communicatifs, mais c'est aujourd'hui de tous les secteurs de la société qu'on est en droit d'attendre ces plus. A cet égard, les faiblesses du secteur bancaire mises à jour dans les bilans actuellement publiés et les défaillances de plusieurs entreprises de l'industrie et du commerce nous paraissent plus lourdes de conséquences que les insuffisances relatives de nos gouvernants. ■

BERNE

# Bataille pour un siège

(*cfp*) Les électeurs du canton de Berne sont appelés aux urnes le 17 mai pour remplacer le socialiste René Bärtschi, démissionnaire du Conseil exécutif pour des raisons de santé. Trois candidats sont déjà connus, une femme et deux hommes. Le système majoritaire n'impose pas de dépôt de liste et ne permet pas d'élection tacite, de telle sorte que l'on peut s'attendre à d'autres candidatures. Mais seuls ceux qui ont les moyens d'une campagne intensive ont quelques chances.

Le parti socialiste a décidé de présenter une femme. Le congrès de Belp a tranché en faveur de la candidate «des champs» Dori Schaer (1942), ménagère, enseignante et députée au Grand Conseil, au détriment de la banlieusarde intellectuelle Margrit Meier (1945), ancienne haute fonctionnaire fédérale et actuellement secrétaire à l'Union syndicale suisse.

Les deux autres candidats viennent de la droite pure et dure, qui n'a pas de représentant direct au Conseil exécutif. Le Biennois Hans Gmünder, chef de service technique, conseiller de ville, est en liste pour le Parti des automobilistes; Christian Waber, de l'Emmental, entrepreneur, municipal et député au Grand Conseil, est le candidat de l'Union démocratique fédérale (protestants engagés).

Dori Schaer était candidate au Conseil des Etats en automne 1991 et au Conseil national sur la liste féminine du Parti socialiste. Déjà candidate en 1987, elle fait une belle ascension dans la liste des viennent-ensuite, puisqu'elle a passé de la dix-septième place en 1987 à la première l'an dernier.

Waber et Gmünder ont aussi été candidats au Conseil national et obtenu un bon classement: premier et deuxième des viennent-ensuite. C'est Waber qui a le plus de chances contre Dori Schaer. En effet, l'Union cantonale des arts et métiers le soutient car il a exactement le profil recherché par les bénéficiaires des commandes publiques de l'Etat de Berne. Lors de son assemblée annuelle des délégués, l'UCAM a déclaré la guerre à la candidate Schaer et affirmé qu'il était impensable qu'elle accède à la direction des Travaux publics en raison de son attitude en matière de constructions et de planification, et notamment de ses professions de foi écologistes. Petit entrepreneur, membre de l'UCAM, Christian Waber a l'appui inconditionnel de son organisation, ce qui peut être décisif quand on connaît ses importants moyens financiers.

Les socialistes ont fait les frais de la réduction du nombre des membres du Conseil exécutif en 1990 et ont perdu l'un de leurs trois sièges. S'ils devaient en perdre encore un, le paysage politique du canton en serait sensiblement modifié. ■